



Union communiste internationaliste (trotskyste)

Une société capitaliste révoltante



A l'aéroport de Bierset, à Liège, les travailleurs de FedEx sont en colère contre la plus grande multinationale de transport de fret aérien qui prétend licencier la moitié d'entre eux et imposer aux autres des contrats de 20 heures semaine, contre 30 heures actuellement. 20 heures ! Avec un salaire si écrasé, on est forcé d'accepter tous les rappels, n'importe quand, en laissant les enfants se débrouiller seuls ! Ces travailleurs ultra-flexibles sont aussi ultra-rentables : FedEx a engrangé l'année dernière un bénéfice de 1,37 milliards d'euros.

Mais ce n'est jamais assez. Car les FedEx, Amazon, Alibaba et autres géants de la distribution se livrent à une véritable guerre économique pour rafler les profits d'un secteur en pleine croissance, en remplacement des magasins traditionnels et de la Poste.

Ces trésors de guerre, accumulés sur l'exploitation des uns et le chômage des autres, contournent l'impôt en filant directement vers les paradis fiscaux. Comme celui du Grand-Duché de Luxembourg, à 10

minutes de vol de Bierset. Selon une enquête de grands journaux, quelques 140 000 filiales d'entreprises étrangères – qui n'y ont souvent qu'une boîte aux lettres – y ont déposé au total 6 500 milliards d'euros ! L'équivalent du total de la richesse annuelle créée en Allemagne, en France et en Belgique ! Et cela pour le seul Grand-Duché !

On est étourdi par de telles sommes qui permettraient de construire des centaines d'écoles, d'hôpitaux, de gares, et de rémunérer des millions d'emplois nécessaires aux besoins de la société !

Au contraire, que constatent les travailleurs qui endurent tant de sacrifices pour faire vivre leurs familles, payer les études des enfants ? Dans les couloirs des hautes écoles et des universités, des centaines d'étudiants de familles populaires font la file pour recevoir un colis alimentaire. Ces étudiants dépendent financièrement des petits boulots qu'ils mènent de front avec leurs études et le confinement révèle brutalement la précarité de leur situation.

La précarité, c'est du reste le seul avenir que leur propose la société capitaliste. Oui, l'avenir est noir pour la jeunesse ! Et pas seulement à cause du manque de contacts sociaux. Car si la technologie et la science médicale nous protégeront petit à petit du coronavirus, elles ne peuvent rien contre l'accroissement des injustices, l'enrichissement scandaleux d'une petite minorité de capitalistes, au milieu de

l'appauvrissement du plus grand nombre.

Cette situation pousse les États à des méthodes de plus en plus autoritaires pour protéger l'enrichissement des exploités. A Madrid, des centaines de jeunes espagnols manifestent pour protester contre l'arrestation et l'emprisonnement d'un chanteur de rap dont « le crime » est d'avoir exprimé sur twitter son opinion sur le roi (fraudeur fiscal, amis des dictateurs) et sur les violences policières.

Comment ne pas partager ces sentiments de révolte, lorsque l'on voit le laxisme, la complicité des États envers les riches et de l'autre, la brutalité croissante envers les pauvres et les travailleurs ?

Et il n'y a pas que la brutalité de la police. Actiris, le Forem et le VDAB continuent de sanctionner et de priver des chômeurs de leurs indemnités, tandis que des dizaines de milliers de salariés licenciés se retrouvent à rechercher un emploi qui existe de moins en moins ! C'est là un des aspects de la guerre que mènent patrons et dirigeants politiques contre les travailleurs. Aux multinationales, les terrains gratuits, les subsides, les politiques fiscales archi-accommodantes, aux ouvriers le blocage des salaires, le chômage et toutes les pressions pour accepter les conditions des patrons.

La colère qui s'accumule dans les différents secteurs de la société deviendra une force libératrice lorsque

les travailleurs s'opposent collectivement aux capitalistes et gouvernements à leur service. Pour empêcher les licenciements, créer les emplois utiles pour mettre fin au chômage, imposer les augmentations de salaires et de pensions nécessaires face aux hausses des loyers et des prix. Et puis, plus fondamentalement, les travailleurs auront à renverser le capitalisme incapable d'éviter les crises, la spéculation, les guerres et même de protéger l'humanité d'un virus !

Mais il faut aux travailleurs des organisations, de véritables syndicats, de véritables partis politiques ouvriers pour rassembler leurs forces par-dessus les frontières, comme le font les capitalistes. À l'époque du télégraphe et des trains à vapeur les travailleurs avaient réussi à créer de telles organisations, ce n'est pas du tout au-dessus des forces des travailleurs qui vivent maintenant à l'époque d'internet et des aéroports.

Indigestion d'inégalités

En 2020, entre 175 000 et 195 000 personnes par mois ont eu recours à l'aide alimentaire en Belgique.

La Fédération belge des Banques alimentaires n'a jamais reçu autant de demandes d'aides, qui sont en hausse de 24% par rapport à 2019. Et son président déclare dans la presse que la situation est critique car les demandes ne cessent d'augmenter alors qu'ils ne peuvent déjà répondre qu'à 75% des demandes.

Pendant ce temps, la fortune des milliardaires a atteint des records avec la pandémie de Covid-19. Faisant 25% de profits en plus, au plus fort de la crise, entre avril et juillet,

principalement dans la spéculation boursière.

De quoi nourrir la révolte contre un système où les uns se gavent tandis que les autres ont faim !

La monnaie de la spéculation est virtuelle, le gâchis est réel

Le cours du Bitcoin, une monnaie virtuelle, vient de dépasser 50 000 dollars, ce qui représente une augmentation de plus de 70 % depuis le début de l'année. C'est un phénomène purement spéculatif, ces milliards ne correspondant à aucune création de richesse.

Mais ces milliards, joués au casino de la finance, auraient pu servir à des choses utiles.

Tesla, l'entreprise du milliardaire Elon Musk, y a par exemple placé 1,24 milliards d'euros. Ce montant aurait pu payer un salaire de 50 000 euros brut à 24 800 travailleurs !

Combien d'hôpitaux pourrait-on construire, combien de soignants former... avec l'argent de la spéculation ? L'économie capitaliste actuelle, c'est un gâchis permanent et de plus en plus scandaleux !

Banquiers affamés

Pour aider les PME en difficulté, le gouvernement fédéral a prévu un budget de 50 milliards d'euros pour faciliter le crédit bancaire. Avec ce fond, 80 % sont avancés par le gouvernement et seulement 20 % par la banque qui accorde le prêt. Un crédit garanti par l'État donc... mais qui ne rapporte pas assez aux banquiers. C'est pourquoi sur les 50 milliards prévus, seuls 2 ont été utilisés, les banques préférant accorder d'autres types de crédits bien plus coûteux et profitables !

Les PME pressent les travailleurs, les indépendants s'auto-pressent, et tous se font pressurer par les grandes banques capitalistes. Les politiciens le savent et ne veulent même pas obliger les banquiers à prendre l'argent que le gouvernement leur donne pour faire crédit aux petits patrons.

Le Luxembourg, un paradis fiscal où il fait bon planquer ses milliards



Tandis que le feuilleton Nethys occupe la une de tous les journaux et

que les journalistes courent Stéphane Moreau à sa sortie de prison, l'enquête « OpenLux » menée par un consortium de journalistes sur la fraude fiscale au Luxembourg n'a pas bénéficié de la même publicité.

Cette enquête lève pourtant un peu le voile sur les paradis fiscaux et les multiples mécanismes dont dispose la bourgeoisie pour planquer ses profits. Le Luxembourg est une destination privilégiée pour les capitalistes. C'est le deuxième pays au monde en termes de placement de capitaux étrangers. Ce succès, le Luxembourg le doit au fait d'avoir un système financier parmi les plus opaques au monde. Il y est facile de dissocier les entreprises de leur propriétaire réel et donc d'y placer son argent en toute discrétion.

C'est ainsi que de très nombreuses entreprises sans réelle activité économique, et ne disposant que d'une boîte aux lettres, s'y enregistrent. Elles sont administrées par des prête-noms. Certains d'entre eux gèrent plus de 1 200

Lutte Ouvrière a pris le relais de La Voix des Travailleurs

Abonnement : 15 € pour 20 numéros ou plus avec soutien

Vous pouvez vous abonner par virement au numéro de compte IBAN : BE16 0004 2035 6974 ; BIC : BPOT BEB1

avec la mention : abonnement LO et vos coordonnées postales

ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 54, rue de la Clef, 7000 Mons.

Éditeur responsable: M. Woodbury, même adresse

sociétés. Environ la moitié des 140 000 entreprises immatriculées au Grand-Duché de Luxembourg – on y dénombre une société pour 4 habitants ! – sont la propriété de non-résidents dont 10 000 Belges.

La seule raison d'être de ces sociétés est de permettre l'évasion fiscale. Et ce sont à travers elles au moins 6 500 milliards de patrimoine qui sont dissimulés. L'examen des données par un consortium de 16 journalistes de grands journaux a permis de montrer que de nombreux bénéficiaires sont des multinationales comme JC Decaux, Decathlon, Hermès, LVMH, Kering, Yves Rocher, KFC et Amazon et que 297 milliardaires de la liste Forbes y ont au moins une entreprise, dont deux Belges, Eric Wittouck, héritier de la raffinerie de Tirlémont et Nassef Sawiris, actionnaire entre autres de Lafarge Holcim et Adidas.

Mais cette investigation ne révèle que la pointe de l'iceberg. La moitié des entreprises n'ont pas fourni dans leur déclaration le nom du bénéficiaire réel et d'autres ont préféré dissoudre leurs sociétés plutôt que d'en révéler les noms.

L'enquête OpenLux n'est ni la première, ni la dernière sur l'évasion fiscale. Et si rien ne change d'une enquête à l'autre, c'est parce que les gouvernements ne trouvent rien à redire à ce fonctionnement car ils sont profondément au service de la bourgeoisie.

Les Joassart et leur patrimoine luxembourgeois

La famille Joassart est sous le coup d'une enquête judiciaire pour avoir rapatrié 400 millions d'euros du Luxembourg en 2015 sur son compte belge. L'argent est passé du compte luxembourgeois de la banque Degroof Petercam sur un compte belge de la même banque, soit quelques formalités d'écriture. La famille Joassart est une famille bourgeoise de la région liégeoise qui s'est enrichie grâce à l'exploitation

des ouvriers de la FN de Herstal, fabrique d'armes connue mondialement.

Un exemple parmi d'autres de cette classe parasite qui prospère sur le dos de toute la société.

Une politique menée par les colonialistes et les nazis

Le président du sp.a Conner Rousseau a trouvé moyen de faire parler de lui en proposant d'interdire aux femmes de procréer, si elles ont des enfants qui ont été placés par le juge.

Oui, naître dans la pauvreté matérielle et morale, expose les enfants à des menaces souvent dramatiques. Et on ne peut qu'en être révolté.

Mais à la différence de ceux d'aujourd'hui, les socialistes du 19^{ème} siècle combattaient l'exploitation capitaliste cause de la pauvreté. Les capitalistes étaient leurs adversaires, eux qui ne voyaient pas de mal à faire travailler des enfants de 8 ans dans les mines et le textile (et le font toujours dans d'autres pays), tout en faisant des leçons de morale aux mères ouvrières.

Quant à la stérilisation des pauvres, ce sont des pratiques des colonialistes et des nazis.

La soumission au capitalisme dont les partis socialistes se font les cogérants depuis plus de 100 ans, les fait adopter le même mépris social que leurs maîtres vis-à-vis des travailleurs.

Les travailleurs doivent reconnaître dans ce triste personnage un représentant du camp des exploités !

Au Congo, la peste au 21^{ème} siècle

Plus de 500 cas de peste ont été recensés dans la région de l'Ituri au Nord Est de la République démocratique du Congo, faisant plus de 30 morts d'après les autorités sanitaires de la RDC. Dans cette région, la peste resurgit régulièrement et l'OMS avait alerté d'une recrudescence de cas depuis juin 2020.

La peste est une maladie principalement véhiculée par le rat, et transmise à l'homme par piqûres de puces de rongeurs infectés. Au Moyen-Âge, cette maladie avait causé la mort d'un tiers à la moitié de la population européenne lors de grandes épidémies. Depuis 1894, on connaît le bacille qui en est responsable et au cours du 20^{ème} siècle, l'utilisation des antibiotiques et le renforcement des mesures sanitaires et de santé publique ont réduit très fortement la mortalité due à cette maladie. Elle a disparu en Europe et en Océanie mais sévit toujours dans les régions pauvres d'Afrique, d'Asie et d'Amérique.

Elle fait partie des maladies actuellement ré-émergentes dans le monde principalement dans les régions privées de tout à l'égout, de ramassage des ordures et d'infrastructures de santé suffisantes.

Cette maladie fait ainsi toujours des morts alors qu'elle peut être traitée efficacement par des antibiotiques à condition d'être pris à temps. C'est donc bien le capitalisme qui est responsable, refusant de fournir les moyens de se soigner aux populations pauvres, car ça ne rapporte pas suffisamment aux trusts pharmaceutiques.

Dans l'Est du Congo, pourtant une des régions les plus riches du monde en minerais, le manque d'hôpitaux et l'absence de couverture santé pour la majorité de la population empêchent l'accès aux soins, comme c'est le cas pour les autres épidémies qui y sévissent, comme Ebola, le choléra et la rougeole.

Et les conflits armés, causés par la volonté des impérialistes de s'approprier les richesses de la région, aggravent encore la situation, en entraînant des déplacements de population propices à la prolifération des rats dans les villages abandonnés et favorisent les épidémies dans les camps de réfugiés.

La peste est un des nombreux résidus empoisonnés du capitalisme qui vient démontrer une fois de plus

que pour assurer la santé publique, tout comme l'avenir de l'humanité, il faut se débarrasser de ce système pourri qui place le profit avant les besoins humains.

Economie mal programmée



Toute l'industrie automobile est touchée par la pénurie de semi-conducteurs. De Toyota au groupe Volkswagen, en passant par PSA et Renault, des usines sont à l'arrêt et des travailleurs au chômage.

Pour réduire les coûts, les entreprises ont fait appel à un nombre très réduit de sous-traitants pour produire les semi-conducteurs nécessaires partout, des téléphones aux automobiles... et aujourd'hui ces entreprises ne suffisent plus !

Après le Brexit, la pandémie mal gérée, les guerres commerciales et les multiples conséquences de la recherche du profit maximum, ce sont à nouveau les travailleurs qui perdent sur leurs salaires, alors que les dividendes des actionnaires augmentent continuellement !

Ce ne sont pas seulement quelques semi-conducteurs qui manquent dans ce système. C'est tout le système qui a un énorme défaut : dans l'algorithme capitaliste, les ouvriers sont des variables d'ajustement, de simples numéros qu'on peut pressurer ou jeter à la rue ! C'est un programme qui fera implorer toute la machine capitaliste.

Grève au bureau BPost de Soignies !

42 postiers, sur la cinquantaine que compte le bureau de Soignies, ont participé au mouvement de grève de 3 jours, du 9 au 11 février. La direction entendait imposer une augmentation du volume de colis de 30 % tout en supprimant 2 postes. Après 3 jours de grève, la direction

faisait une concession : un des collègues en renfort est titularisé, portant à 47 le nombre de postiers permanents. La direction s'est aussi engagée à détourner une partie du volume de colis vers les bureaux de Mons. Les postiers n'y croient pas, « le compte n'y est pas » disent-ils. L'augmentation du volume de colis est là pour rester et s'ils sont satisfaits pour le collègue qui y a gagné plus de stabilité, ils savent que le travail restera toujours plus difficile. Certains d'entre eux doivent prêter jusqu'à une à deux heures par jour en plus de l'horaire normal pour terminer leur tournée. Et cela, sans être payé !

Les organisations syndicales ont cependant décidé de mettre fin au mouvement dès le premier recul de la direction. Dommage ! Les collègues de Mons et d'autres bureaux auraient peut-être pu se reconnaître dans le refus de leurs camarades de Soignies de subir la pression de la direction pour en faire toujours plus et les rejoindre dans leur grève !

FedEx: « Que faire ? » face aux attaques des patrons ?

Un mois après leur mouvement de grève de 48 heures pour protester contre les attaques de la multinationale sur les emplois et les salaires, les travailleurs de FedEx de l'aéroport de Liège constatent que la direction continue à vouloir imposer son plan. Sur 1 500 salariés actuellement, 671 risquent de perdre leur travail tandis que les autres sont soumis à un chantage à l'emploi pour accepter de signer de nouveaux contrats de 20 heures semaines, contre 30 heures actuellement.

Pourtant, les salaires sont déjà insuffisants. Beaucoup de collègues ne peuvent se payer une voiture et dépendent des transports en commun pour rejoindre l'aéroport et commencer leur shift de nuit. Le calcul de la direction est transparent : des contrats avec si peu d'heures, et des salaires si insuffisants, mettent les travailleurs dans le besoin d'accepter n'importe

quel rappel pour quelques heures en plus. Des travailleurs ultra flexibles et ultra-rentables, voilà le plan de la direction pour satisfaire la soif de profits des actionnaires.

Tout cela écœure les travailleurs de FedEx qui constatent que le gouvernement wallon, appelé en renfort par les directions syndicales, brasse du vent dans l'indifférence complète de la direction de FedEx.

Beaucoup ne comprennent pas la passivité des directions syndicales. « Dans ce genre de situation, il faut rentrer dans le tas si on veut se défendre ! » regrette amèrement un travailleur. Une même question revient dans la bouche de ces ouvriers : « Que faire ? ». Les directions syndicales se justifient en disant « on ne peut rien, c'est une multinationale avec des méthodes américaines » etc. Comme si TNT, la multinationale hollandaise rachetée par FedEx en 2015, n'avait pas appliqué exactement la même politique.

FedEx a un plan de suppression de 6 000 emplois à l'échelle de l'Europe. En Italie aussi, les travailleurs de FedEx, pourtant dans leur majorité des précaires travaillant via une sous-traitance, ont fait grève dans plusieurs villes, dont Rome, Florence, Bologne, Milan et Naples.

« Que faire ? » Les dizaines de milliers de travailleurs qui font fonctionner cette entreprise mondiale sont une force gigantesque sur qui tout repose. S'organiser, se coordonner à l'échelle internationale, n'est-ce pas ce qu'ils font en tant qu'activité professionnelle ? Ils sont capables de mettre cette expérience et leur compétence au service d'une lutte pour leurs emplois et leurs salaires.

Suivez-nous

sur Facebook:

Lutte Ouvrière Belgique

E-Mail: contact@lutte-ouvriere.be

Tel : 0470-18.82.39

Internet : www.lutte-ouvriere.be

Partagez nos publications !